

Atelier 4

**Recueil des données (I) :
sources fiables et pertinence
des grilles d'analyse**

Alain Domergue

Didaxis

Université de Montpellier III, Nîmes

et

Bruno Maurer

Directeur du Bureau Océan Indien

de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF)

Comparer les situations de francophonie du point de vue des représentations du français et des langues partenaires

La sociolinguistique s'intéresse depuis ses débuts à ce que l'on appelle les représentations, depuis les travaux fondateurs de W. Labov relatifs à l'insécurité linguistique de la petite bourgeoisie new yorkaise comme facteur de changement linguistique ou ses enquêtes sur les liens entre représentation de son identité et variation linguistique à Martha's Vineyard. La preuve n'est plus à apporter de l'influence des représentations sur les pratiques linguistiques, ni de l'importance de la prise en compte des représentations lors de la prise de décision en matière de politique linguistique ou de politique éducative.

Pourtant, méthodologiquement, l'étude des représentations apparaît à nos yeux comme un parent pauvre. Nous ne ferons pas ici la critique par le détail des insuffisances de la majorité des études dans ce domaine (Maurer 1998a, 1998b), mais nous nous contenterons de regretter l'absence d'un outil fiable de comparaison qui permette, en Francophonie, de comparer des situations du point de vue des représentations des langues en contact, un peu du type de ceux qui ont été développés par R. Chaudenson pour ce qui est du status et du corpus. En matière de comparaisons de situations de francophonie nous sommes, pour prendre une métaphore géométrique, dans une réalité à deux dimensions ; l'objet de la méthodologie de recherche que nous sommes en train, de mettre en place, vise à atteindre une géométrie dans l'espace, une troisième dimension.

La difficulté de notre présentation, la première communication publique sur notre méthodologie, consiste en un temps relativement bref à vous exposer à la fois les résultats pratiques de notre recherche – de manière à vous convaincre de son intérêt concret – et à résumer des arrière-plans théoriques complexes – de manière à vous en exposer les fondements... Ce va-et-vient entre théorie et pratique passera par plusieurs étapes : d'abord une explicitation de notre posture de recherche : qu'entend-on au juste par représentations et quel type de représentation, dans l'ensemble du champ, va être au cœur de notre étude ? Puis nous expliciterons sur quelle théorie de la représentation sociale (RS) nous nous fondons et, en conséquence, quelle méthodologie nous mettons en place. Puis, pour entrer dans le concret, seront présentés quelques résultats tangibles, obtenus à Madagascar et relatifs aux images comparées du français et du malgache chez de jeunes lycéens. Nous terminerons l'exposé par un rapide aperçu du questionnaire ayant conduit à ces résultats et par les perspectives qu'ouvre, à notre sens, ce nouvel angle d'étude.

I. Quelle posture de recherche ?

I.1. Choix d'un type d'objet

S'intéresser aux représentations des langues, c'est faire un choix parmi plusieurs objets possibles, certes voisins mais différents, que l'on englobe sous le terme général de « représentations », et à propos desquels nous proposons tout d'abord d'opérer des clarifications.

Un examen de la littérature sur la question montre que ce que l'on regroupe sous ce vocable très général recouvre des réalités assez différentes. Sont ainsi recueillies et analysées par les chercheurs :

- des représentations relatives au répertoire linguistique des locuteurs et permettant d'apprécier le degré de plurilinguisme déclaré des enquêtés et, partant, celui d'une société (« Quelles langues parlez-vous ? »). En ce qui concerne la francophonie, on peut estimer de la sorte combien d'enquêtés déclarent pratiquer la langue française, sans toutefois préjuger de leur compétence réelle.
- des représentations portant sur les situations d'usage social des langues dans la vie courante, avec des informations sur la grégarité de certaines langues - utilisation presque exclusivement familiale, ou leur véhicularité - utilisation dans les lieux publics, avec des personnes de langue 1 différente. On peut, à travers les représentations des sujets enquêtés, chercher à cerner, par exemple, quelles langues sont dites les plus écoutées dans les médias, lesquelles sont vues comme ayant une place dans les écrits des témoins.
- des représentations concernant de manière spécifique les modes d'acquisition des langues, les stimulants de leur apprentissage et de leur utilisation, les compétences à l'oral et à l'écrit, les habitudes de lecture et d'écriture.
- enfin, des représentations relatives aux systèmes de valeur que les enquêtés construisent, en situation de plurilinguisme, pour les différentes langues employées par eux et autour d'eux. Comment perçoivent-ils ces langues ? Opèrent-ils des hiérarchisations entre elles ? Sont-elles vues de manière positive ou négative ? À quels univers de référence sont-elles associées (religion, travail, modernité, tradition, avenir, science, etc.) ?

Si l'on prend les études sociolinguistiques s'intéressant aux « représentations », on trouve des éléments d'enquête opérant sur l'un ou l'autre de ces niveaux, souvent sur plusieurs à la fois.

Mais parmi ces quatre types de « représentations », les trois premières sont ce que l'on pourrait appeler des « représentations de pratiques », traduisant la manière dont les enquêtés voient les usages linguistiques dans une société plurilingue. Le dernier ensemble nous permet d'atteindre un système de valeurs, qui a sans doute une plus forte valeur heuristique en ce sens qu'il peut permettre d'expliquer, c'est notre hypothèse, les choix faits par les sujets en matière de pratiques linguistiques. C'est à ce niveau-là, de l'étude des systèmes de valeur construits par les sujets, que se situe notre effort en matière d'étude des représentations.

I.2. Changement de perspective par rapport aux études les plus courantes

L'objectif étant donc clairement défini comme comparer des situations de francophonie du point de vue des systèmes de valeurs associés au français et aux langues partenaires, il importe de construire un protocole de recherche adapté.

Les analyses de discours sont intéressantes, travaillant dans le qualitatif, mais elles présentent quelques inconvénients, en ce qui regarde notre préoccupation :

- Lourdeur de la procédure : temps de l'entrevue, technologie de l'enregistrement (de plus en plus, nécessité de la vidéo pour l'analyse des marques non verbales), temps de la transcription, temps de l'analyse, nécessité de multiplier les entretiens ;

- Importance de la part de l'interviewer dans la co-construction de la représentation, dont il faut, au minimum, tenir pleinement compte au moment de l'analyse des résultats ;
- Difficulté d'interprétation des résultats : un ensemble d'entretiens réalisés ne permet qu'au prix de l'extrême habileté de l'analyste la (re)construction au final des images cohérentes dans lesquelles entre pour une grande part la subjectivité du chercheur ; l'impression qui ressort de ces travaux est celle du chercheur qui butine dans les discours pour choisir d'extraire tel ou tel passage, décider de le mettre en perspective avec tel autre, etc.

Les approches par questionnaires, à questions plus ou moins fermées, cherchent à contourner cette subjectivité et essaient de donner des vues plus globales des représentations à l'œuvre dans un groupe de sujets. Ils permettent en théorie des traitements statistiques. Toutefois, les questionnaires mis en œuvre dans les travaux de sociolinguistique souffrent de quelques défauts importants qui nous conduisent à proposer un changement de perspective :

- Les résultats auxquels on a accès atomisent un système de valeurs construit autour d'une langue en une série de résultats partiels dont ne parvient pas à saisir les corrélations : X% d'un échantillon pensent que le français est langue d'avenir, Y% qu'il est langue de travail, Z% qu'il est une langue difficile à apprendre. Quels liens existent entre ces trois représentations ? Y en a-t-il une qui soit, aux yeux des sujets, plus importante que les autres ?
- La fiabilité des résultats : pour que des enseignements statistiques puissent être tirés pour l'ensemble d'un groupe donné, à partir d'un échantillon, des conditions de taille et représentativité des échantillons sont requises ; celles-ci ne sont que rarement réunies ; du coup les conclusions tirées sont peu fiables, d'autant que des tests de vérification sont rarement mis en œuvre ; travaillant sur de petits échantillons, il faut en tirer des conséquences et renoncer à prétendre donner une image de ce que pense dans sa globalité tel groupe social pour préférer essayer d'étudier comment, à l'intérieur d'un échantillon aléatoirement pris dans un groupe social, les différentes cognitions composant la représentation sociale d'une langue sont organisées et hiérarchisées.
- Pareil parti pris permettra, en prenant d'autres échantillons aléatoires de même nature et taille dans d'autres parties de la population, d'opérer des comparaisons utiles, faisant apparaître d'autres organisations de la représentation.

Nous avons parlé de différentes cognitions composant la représentation ou, d'un point de vue plus métaphorique, d'« images » d'une langue, de systèmes de valeur associés à une langue, de hiérarchie entre les diverses cognitions ou images : pareil point de vue suppose le choix d'une théorie de référence qu'il est temps à présent d'explicitier.

1.3. Choix et développement d'une théorie de référence : de la théorie du noyau central à la méthode d'analyse intégrée (MAI)

La méthodologie d'enquête que nous proposons repose sur une évolution de la théorie du noyau central, élaborée en psychologie sociale, qui suppose que parmi les éléments (cognitions) composant une représentation sociale, tous ne jouent pas le même rôle, certains appartenant au noyau de la représentation sociale, d'autres à sa « périphérie ».

Cette distinction s'origine dans les premiers écrits de Moscovici sur la représentation de la psychanalyse, dès 1961, avec une différenciation qui s'opère entre certains éléments, en petit nombre, et l'ensemble des autres éléments de la représentation. Après Moscovici, la plupart des chercheurs se rangent à cette analyse tout en baptisant cette formation de diverses manières.

Abric (1976) prend appui sur cette hypothèse générale pour poser que toute représentation sociale est structurée et qu'elle est organisée autour d'un noyau central. Le noyau central est la partie la plus stable de la représentation. Il en détermine à la fois la signification et l'organisation. Les éléments placés sous la dépendance du noyau central

sont dits “périphériques” par Flament. Ils « assurent le fonctionnement quasi instantané de la représentation comme grille de décryptage d’une situation ». C’est également parmi eux que s’opèrent les premiers changements qui pourront par la suite entraîner une transformation de la représentation sociale. Parmi les tentatives de mise au point de procédés de caractérisation des éléments selon « noyau central/périphérie », on citera celle de la technique de la mise en cause des cognitions que propose Moliner (1988).

Organisation et sens

Moliner (1994) rappelle que la théorie du noyau central implique l’existence d’un grand nombre de liaisons entre les cognitions centrales et les autres cognitions de la représentation, nombre beaucoup plus important que celui des liaisons entre cognitions périphériques. C’est la condition nécessaire pour permettre aux cognitions centrales de diffuser au travers de la représentation dans son ensemble leur pouvoir de génération, de signification.

La polarisation, marque de l’organisation

Partant de là, on peut étudier une première dimension, baptisée polarisation, qui traduit le nombre de connexions, relations, qu’entretient une cognition avec les autres. On parle donc de polarisation quand on considère la proximité qu’entretient une cognition avec les éléments qu’elle rassemble, c’est-à-dire leur concentration plus ou moins dense autour d’elle. En un mot, la polarisation traduit la force de la liaison qu’entretient une cognition avec les éléments qui lui sont connexes. Des méthodes de calcul des co-occurrences rendent compte de la polarisation, traduite par des données numériques. Plus l’indice de polarisation d’une cognition est élevé, plus celle-ci pourra être considérée comme centrale.

La saillance, attribut de la signification

Nous nommons saillance l’importance plus ou moins grande de telle cognition dans la représentation. L’importance de l’item est estimée par le poids que lui donnent les sujets lorsqu’ils prennent une position évaluative à son égard. La saillance s’opérationnalise par attribution d’une valeur chiffrée à chaque item du questionnaire. Nous désignons par le terme score la moyenne de l’ensemble des évaluations des individus formant le groupe. Le score dénote le groupe en signalant la saillance de l’item dans la représentation. En matière de représentations sociales, la dimension de la signification est tout aussi importante que celle de l’organisation. Elle a cependant parfois été minorée par l’approche structuraliste. Il importe de ne pas perdre de vue qu’une représentation sociale est avant tout une élaboration porteuse de sens, interprétant la réalité et assignant des significations spécifiques à des choses qui en étaient jusqu’alors dépourvues. Un système de centralité maximum en lieu et place du noyau central.

Un système de centralité maximum en lieu et place du noyau central

En dépit de l’intérêt épistémologique et heuristique que présente cette théorie du noyau central, l’analyse critique des recherches les plus importantes et les plus fréquemment prises en référence que nous avons analysées ne nous ont pas permis de trouver des éléments incontestables de validation expérimentale de la théorie, qui auraient rendu possible sa reconnaissance en tant qu’unité discrète formant un isolat dans l’ensemble des éléments de la représentation.

C’est pourquoi, dans un premier temps, nous nous en sommes tenus à parler de « zone de centralité maximum », en lieu et place du noyau. Des études d’organisation hiérarchique que nous avons menées dans six études de représentations ont fait apparaître la règle générale de l’existence de distinctions fonctionnelles entre cognitions de la zone centrale qui interviennent de manière différenciée dans la représentation (Domergue, 1997).

Faute de pouvoir tracer des limites valides et clairement établies au système central, il est légitime de s’en tenir à la reconnaissance de l’existence d’un gradient dégressif de centralité vers la périphérie. C’est pourquoi nous avons été conduits à retenir la notion de système de centralité maximum pour désigner la zone centrale.

Une périphérie différenciée

A partir de Flament, la périphérie est présentée comme une zone indifférenciée. La méthode d'analyse des RS que nous avons mise au point prend en compte une gradation sur la dimension centralité-périphérie, qui remet en cause le postulat de la périphérie une et indifférenciée, notamment pour ce qui concerne sa caractéristique de malléabilité généralisée.

Une zone se distingue, la périphérie incertaine où se trouvent regroupés les éléments qui ne sont ni choisis ni repoussés le plus fortement ; ceux-ci sont mollement reliés entre eux pour former des ensembles de faible densité. Il nous semble par conséquent que cette zone est le lieu de la malléabilité dans la représentation, qu'elle est le rassemblement des cognitions effectivement sensibles aux circonstances de l'environnement dont elles portent directement l'empreinte.

En revanche, les éléments qui composent la périphérie extrême de la représentation, la périphérie marginale sont fortement repoussés par les sujets. Sa nature la rapproche plus de la stabilité et de la rigidité du système de centralité maximum que de la souplesse et de l'adaptabilité de la périphérie incertaine voisine. Elle participe fondamentalement à la définition de la représentation.

L'ensemble de ces résultats n'aurait certainement pas été obtenu sans la mise en œuvre d'une méthode stricte et invariante d'analyse des représentations sociales, que nous avons baptisée méthode d'analyse intégrée (MAI).

La mise en œuvre de la MAI

La prise de position attitudinale des sujets, principe de la saillance, est traduite par le score obtenu par les items. La méthode d'analyse de similitude met en évidence la dimension de la polarisation exprimée par un indice de distance.

La composition de la saillance et de la polarisation s'opère à partir de critères strictement définis et invariants dans les études de représentations sociales. Ces choix garantissent l'exercice de la comparaison dans une visée d'identification de différences et de perception de processus de modification de RS. Ils donnent aussi une explication à la construction en quatre zones de la structure de la RS. Enfin sont définis à partir de critères explicités et stables les zones ou items qui font consensus (vs dissensus) chez les sujets.

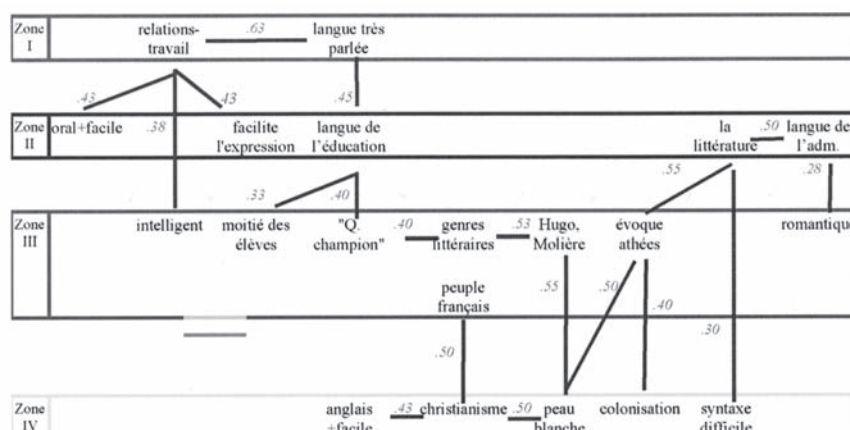
2. De quelques résultats concrets et de la forme sous laquelle ils se présentent

Les résultats qui sont ici présentés sont ceux d'une enquête menée dans un lycée malgache d'Antananarivo, auprès de 20 élèves de classe de terminale, pris aléatoirement.

L'étude, la première utilisant notre méthodologie et notre outil de recherche, a été menée sur la manière dont sont structurées dans ce type de public les représentations de la langue française et de la langue malgache. Les premiers résultats ont été vérifiés à un an d'écart par le renouvellement de l'enquête auprès d'un autre groupe de lycéens, de même taille, pris dans le même établissement et aléatoirement choisi. Les résultats sont confirmés dans des proportions supérieures à 95% et les tests statistiques de vérification classiquement utilisés s'avèrent probants. On peut donc considérer la méthodologie d'enquête comme fiable, les résultats étant reproductibles. La Méthode d'Analyse Intégrée a donc conduit à mettre en évidence des RS qui sont bien celles des lycéens de ce lycée de Tananarive et non pas celles produites par *deux groupes différents* de lycéens de ce lycée. La reproduction des résultats montre que les deux groupes sont en réalité deux échantillons d'*une seule et même population* ; il est ainsi possible de travailler sur de petits échantillons tout en pouvant tirer des enseignements statistiques fiables.

■ Atelier 4 : Recueil des données (I) : sources fiables et pertinence des grilles d'analyse

Structure de la RS du français



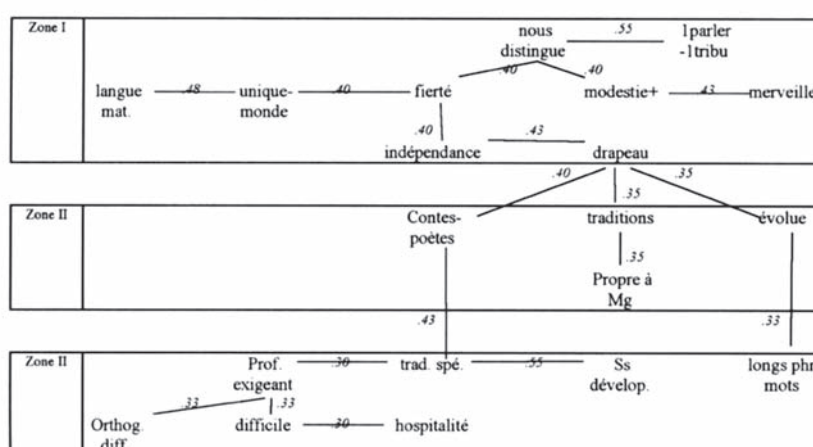
Légende :

zone I = système de centralité maximum,
zone II = couronne centrale,
zone III = périphérie incertaine,
zone IV = périphérie marginale.

Lecture des indices numériques (par exemple .63 figurant entre les items de la zone 1 « relations-travail » et « langue très parlée ») : cette donnée est un indice de co-occurrence, dit « indice de similitude » qui traduit la force de la liaison existant entre les deux cognèmes, autrement dit leur proximité dans la RS.

Structure de la RS du malgache

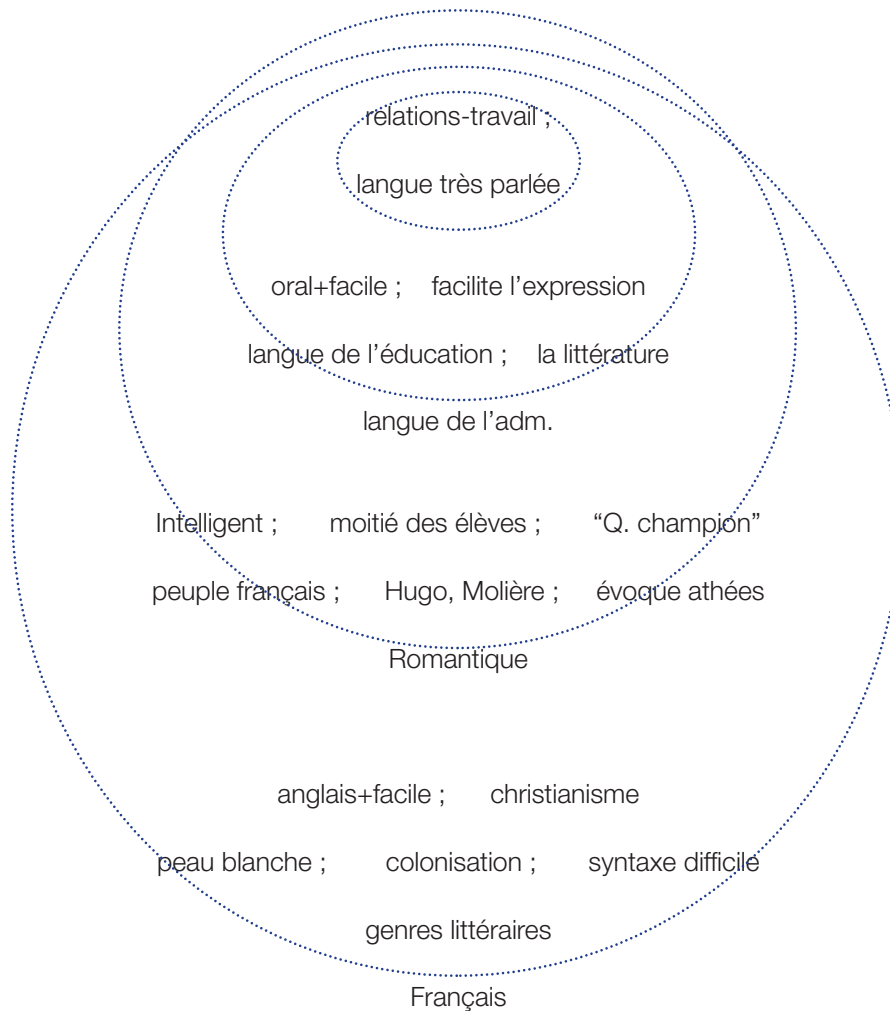
Structure de la RS du malgache



Quelques commentaires possibles

Langue française et langue malgache présentent chacune une image propre qui établit entre elles un rapport de dissemblance.

2.1 L'image de la langue française



La langue française apparaît sous la forme d'un tableau dont le motif central est formé de deux éléments étroitement associés qui dominent la composition dans son ensemble. Cette langue est à la fois très employée et très entendue et elle joint à cette caractéristique pratique une dimension utilitaire dans la mesure où elle conditionne la capacité à tisser un riche réseau relationnel qui sera utile pour effectuer un bon parcours professionnel. La combinaison des aspects pratique et utilitaire est solidement opérée par le groupe des lycéens. Elle résulte de la prise de position individuelle identique de la part de chacun des lycéens (faible dispersion pour chaque score) qui aboutit à ce consensus dans le groupe.

Toujours examinée selon le mode analytique et objectif, il apparaît dans la couronne centrale que la langue française est perçue à titre essentiel à travers ses attributs et qualités. Langue de l'éducation et de l'administration, elle présente l'avantage de bien servir la pensée et d'en assurer une expression juste. Elle s'appuie dans le même temps sur un corpus littéraire privilégié.

En continuant de s'éloigner du motif central, s'étend un plan incertain pesant faiblement dans le tableau et formant probablement une partie malléable susceptible d'une certaine sensibilité aux pressions de l'environnement dans ses possibles évolutions.

Enfin, comme un repoussoir venant mettre en valeur ce qui fait à titre essentiel la représentation, un certain nombre de notions antonymes sont évoquées à la périphérie marginale. Il en est ainsi de la question de la difficulté de cette langue considérée en elle-même, du point de vue de sa syntaxe, et aussi considérée par rapport à la langue anglaise qui serait plus facile. Un second ensemble de traits est aussi renvoyé à la marge. Il s'agit de certaines références exogènes qui ont pénétré la société malgache. Sont désignés un courant religieux, le christianisme, et une population, celle du colonisateur à la peau blanche. Il est à remarquer que le rejet à la marge de ces deux éléments se fait sur le mode du consensus, particulièrement vif concernant le second d'entre eux.

2.2. L'image de la langue malgache



Globalement, la langue malgache se présente sous l'aspect d'un camaïeu où deux tonalités dominantes distinctes et numériquement équilibrées sont reliées par une étroite région intermédiaire.

Dans la zone de centralité maximum où le consensus est rare et faible, la tonalité générale de la langue malgache résulte de l'association de deux ensembles d'éléments. Le premier de ces deux ensembles évoque des composantes d'une vive conscience nationale : la condition idéale pour la plénitude de la nation dans un état indépendant, son étendard emblématique et cette particularité de Madagascar qui voit ses multiples tribus donnant chacune sa propre interprétation du malgache, langue nationale. Un procédé d'enchaînement progressif opère la liaison avec le second ensemble d'éléments. Il est provoqué par l'affirmation de singularité de la langue malgache, unique, distinctive, marque de la nation, combinée à l'apparition d'un sentiment de fort attachement à celle-ci. Ce second ensemble révélé par les lycéens est celui de l'émotion qui se traduit en termes d'émerveillement et de fierté. Il est aussi celui de la tendresse qui trouve sa source dans les premiers temps d'une enfance baignée dès l'origine par cette langue, maternelle. Une note d'approbation morale vient en point d'orgue saluer cette manifestation de modestie qu'atteste l'usage du malgache.

En position intermédiaire entre la zone de centralité maximum et la périphérie, sont situés quatre éléments faisant consensus, modérément toutefois, dont les éléments d'interprétation sont à rechercher aussi bien dans l'un que dans l'autre des deux grands volets de la représentation.

Pour exprimer leur représentation de la langue malgache, les lycéens en disent leur vision antonyme dans une large zone périphérique de faible consensus où ils repoussent des notions correspondant peu ou ne correspondant pas à l'image qu'ils se font de cette langue. Ces notions peuvent être regroupées en deux ensembles. Un ensemble affiche des complexités de nature de la langue malgache et la difficulté de son apprentissage qui serait due à la pédagogie employée. Un second ensemble de notions est en rapport avec les caractères d'hospitalité et de traditions vivantes du pays situé dans le contexte mondial global en termes de retard de développement ; les deux dernières unités faisant l'objet d'un rejet particulièrement radical.

2.3. Les éléments de la contradiction

Les développements qui précèdent ont été consacrés à caractériser les représentations sociales des langues française et malgache. Il est possible de déterminer cinq lignes de force principales pour ordonner la comparaison de ces deux constructions psychosociales : l'organisation, le mode d'approche, la posture, les références et le contexte. Chacun de ces éléments d'analyse sera reporté sur un axe bipolaire qui le traduit. Les quatre axes qui rendent compte de la comparaison sont les suivants : l'axe hiérarchie vs horizontalité ; l'axe rationnel vs affectif ; l'axe distance vs immédiateté ; l'axe socio-académique vs socio-personnel. Une fois dressé, ce tableau comparatif invite à s'intéresser à la question du contexte.

a- L'organisation : hiérarchie vs horizontalité

Du point de vue de son organisation, la RS de la langue française est hiérarchiquement organisée et gérée par deux éléments de centralité maximum, ensuite relayés par cinq éléments voisins, pour contrôler une périphérie en deux ensembles, quasi équilibrés en nombre et parfaitement différenciés en nature. Ce tableau présente donc la forme consacrée de la structure d'une représentation sociale.

A l'opposé, la RS de la langue malgache est quasiment faite de deux ensembles équilibrés en nombre et en nature. Le premier d'entre eux, qui exprime la représentation essentiellement, ne distingue pas en son sein un ou des éléments organisateurs pour lui comme pour la globalité de la RS. Dans une perspective de recherche fondamentale, il y aurait lieu de se pencher sur ce résultat probablement rare sinon unique à ce jour.

b- Le mode d'approche : rationnel vs affectif

Le mode d'approche mis en œuvre par les lycéens pour forger la RS de la langue française est celui de la rationalité qui s'exprime avec réalisme et pragmatisme. Le français est largement utilisé, notamment dans des cercles d'influence, et il est socio-professionnellement très utile. Les lycéens restent maîtres d'eux et traitent opérationnellement l'objet social considéré en concentrant leur intelligence sur lui.

Ces mêmes lycéens retiennent une tout autre approche dans leur façonnage de la RS du malgache. Cette voie est celle de l'affectivité. Ils se laissent gagner par une sorte de vague émotionnelle chaleureuse pour composer une figure maternelle à la fois mère nourricière et mère patrie pour laquelle ils éprouvent tendresse et fierté.

c- La posture : distance vs immédiateté

La posture qu'ils adoptent pour forger la RS de la langue française conduit les lycéens à préserver une distance à cet objet. Ce recul est celui de la maîtrise de soi et de la volonté de domination intellectuelle du sujet.

En revanche, c'est sans prise de distance ni mise en perspective qu'ils se laissent absorber et en quelque sorte submerger par leur formation affective alors qu'ils évoquent la langue malgache.

d- Les références : socio-académique vs socio-personnel

Les références mobilisées par les lycéens pour construire la RS de la langue française sont faites de caractéristiques à retentissement social puissant : l'intérêt utilitaire et pratique. Puis, selon une orientation que l'on pourrait dire à tournure « scientifique » ou académique, elles consistent également, d'une part, à souligner la capacité de cette

langue à servir une expression fine et juste de la pensée et, d'autre part, à faire ressortir le fonds culturel de la littérature française.

Le malgache apparaît dans la RS comme combinant des références sociales solidement établies à des références personnelles profondément ancrées. Cette langue singulière et distinctive est sujette à de multiples interprétations, celles que donnent les unités de base de l'organisation sociale que sont les nombreuses tribus du pays. A cela se mêle l'évocation attendrie de la langue entendue par chaque personne dès la naissance et qui berce le plus jeune âge.

e- La question du contexte

Deux représentations très fortement différenciées ont été mises en évidence. Dans une RS très ordonnancée, c'est une langue française, pratique, utilitaire, employée, féconde. Selon une organisation plus incertaine, c'est une langue malgache inscrite dans le registre de la conscience nationale, baignant dans les émotions et la tendresse, les unes comme les autres fièrement assumées.

La question du contexte de réalisation de ces deux langues se pose toutefois dans une double perspective, d'approfondissement et d'extension.

Il serait intéressant de procéder à des approfondissements sur des territoires nationaux autres – les études sont en cours à la Réunion (français et créole) et à Maurice (anglais, français et créole) dans le but de se rendre compte si le tableau obtenu ici reste propre à la situation et au statut du français (vs le malgache) à Madagascar (Antananarivo, chez des lycéens de terminale) ou si se trouve dessinée là une forme type qui pourrait rendre compte de la dynamique qui se joue autour de la langue française lorsqu'elle est langue en contact.

3. Quel protocole de recherche pour le recueil et l'analyse des données ?

Le recueil des représentations s'opère en trois temps.

Une phase de pré-enquête est consacrée au recueil d'images – de « cognitions » exprimées par des formulations verbales – auprès d'un groupe de témoins du même type que celui auquel sera ensuite administré le questionnaire. Un débat peut être organisé avec un groupe de sujets – dans notre cas, une dizaine de lycéens de terminale pour chaque langue – en leur demandant à quoi ils pensent quand on leur parle de langue française, ce qui leur vient à l'esprit, les images que cela évoque, les situations, etc. L'enquêteur note les propositions en essayant d'être le plus fidèle possible à certaines formulations qui sont l'*émanation même des sujets*. Une variante peut comprendre une première phase où, avant la discussion orale en groupe, les témoins sont invités à écrire chacun de leur côté quelques propositions, de manière à permettre à tous les profils de s'exprimer. Le but de cette phase est d'aboutir à la construction d'un questionnaire proposant à un groupe d'enquêtés *des éléments qui n'auront pas été construits par un expert* – lequel peut faire des postulats inexacts projetant ses propres représentations ou proposer des formulations dans lesquelles nul ne se retrouve – mais qui émane d'eux.

A partir de cet ensemble de propositions, est construit un questionnaire de 20 items (on élimine les doublons, on regroupe des items dont les formulations, voisines, recouvrent en fait une même cognition).

Ce questionnaire est ensuite administré à un groupe d'enquêtés, de 20 à 25, le but étant de recueillir 20 questionnaires cohérents, pouvant être traités statistiquement sous le double point de vue de la saillance (adhésion/rejet de l'item) et de la polarisation (densité de relations entre les items) de manière à définir les éléments appartenant aux quatre zones de la structure de la représentation sociale de la langue. Le questionnaire va être la base de calculs de similitude, l'analyse de similitude (Flament, 1981 ; Degenne et Vergès, 1973 ; Guimelli, 1988, 1994) permettant de mettre en évidence l'organisation de l'ensemble des cognitions relatives à l'objet de représentation.

Pour le français, le questionnaire administré était le suivant :

	Note
1- Une conjugaison et une grammaire difficiles	
2- Une langue plus difficile que l'anglais	
3- Il n'y a pas plus de la moitié des élèves du lycée qui la parle couramment	
4- Une langue très parlée, on l'entend très souvent	
5- On se sent intelligent quand on la parle	
6- J'arrive mieux à dire ce que je veux en français	
7- Une langue plus facile à parler qu'à écrire	
8- Le peuple français	
9- La colonisation	
10- La couleur blanche de la peau	
11- La littérature	
12- Tous les genres de la littérature française	
13- Questions pour un champion	
14- Victor Hugo, Molière	
15- Le français ça me fait penser aux athées	
16- Le christianisme	
17- La langue de l'administration	
18- La langue de l'éducation	
19- Bien la maîtriser permet d'avoir de bonnes relations et un bon travail	
20- Ça fait très romantique	

Et pour le malgache,

	Note
1- La langue maternelle	
2- Une langue qui évolue	
3- Une langue difficile	
4- En classe, il ne faut pas se tromper avec le prof	
5- Des mots et des phrases très longs	
6- On peut facilement se tromper en orthographe	
7- Chaque tribu a sa façon de parler malgache	
8- Une langue unique au monde	
9- Une langue vraiment spéciale, merveilleuse	
10- La langue du respect des traditions et des valeurs	
11- La langue des contes et des grands poètes	
12- La fierté	
13- L'indépendance	
14- Ce qui nous distingue des autres nations	
15- Le drapeau malgache	
16- Des traditions assez spéciales, comme le retournement des morts	
17- Le sous-développement	
18- Une langue qu'on ne parle qu'à Madagascar	
19- Parler malgache c'est être modeste, c'est bien	
20- Ça fait penser aux qualités d'hospitalité	

■ Atelier 4 : Recueil des données (I) : sources fiables et pertinence des grilles d'analyse

Les consignes sont simples : on demande d'abord de choisir dans la liste 4 propositions avec lesquelles les sujets sont vraiment d'accord et de les noter +2 ; puis quatre avec lesquelles ils sont en total désaccord, dont ils pensent donc que l'on ne peut associer la langue X à cela, et de les noter -2 ; le troisième groupe de 4 sera constitué des propositions sur lequel il y a un accord mais moindre (notées +1), le quatrième groupe sera celui des moindres désaccords (note -1) ; les quatre items restant sont notés 0, n'ayant été ni choisis ni repoussés.

On opère ainsi une répartition des items en quatre classes allant des plus faiblement aux plus fortement valués. Le questionnaire français a été administré en 20 minutes à une moitié de la classe, 23 élèves ; le questionnaire malgache à la deuxième moitié de la classe (22 élèves). Après élimination des fiches incohérentes (par exemple plus de 4 notes de même valeur), les 20 fiches de chaque langue ont fait l'objet d'un double traitement statistique : le calcul du score moyen attribué à chaque item par le groupe et le calcul des indices de distance entre items.

Le croisement des deux dimensions, polarisation et saillance, permet de déterminer quatre zones dans la structuration de la représentation sociale :

- zone 1 de *centralité maximum* : les items y sont à la fois les plus saillants et les plus polarisés de la représentation ;
- zone 2, la plus proche de la zone de centralité maximum, dénommée "*couronne centrale*" (schéma ci-après) ;
- zone 3 dite de *périphérie incertaine* : rassemble des cognitions situées à des hauteurs diverses et plutôt moyennes de saillance et de polarisation. Ses caractéristiques sont difficilement définissables, peu marquées ;
- zone 4, de *périphérie marginale* : regroupe les cognitions de plus faibles saillance et polarisation, évoquant le moins l'objet de la représentation chez les sujets.

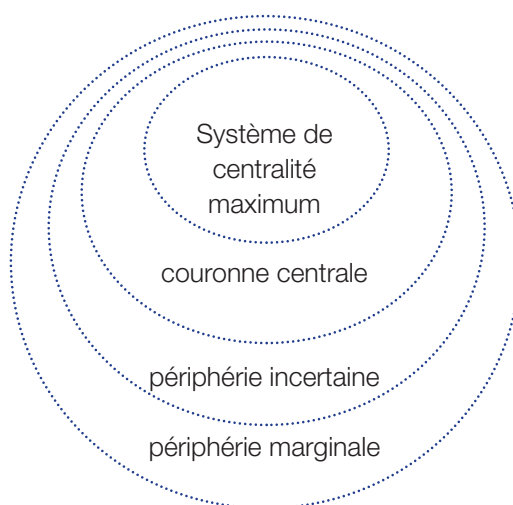


Schéma 1 figuratif d'une représentation sociale

4. Quelles applications possibles en Francophonie ?

4.1. Compléter la panoplie des outils comparatifs pour une meilleure compréhension des situations de francophonie

Les travaux de Robert Chaudenson, ainsi que ceux de l'ancien réseau Observatoire du français et des langues nationales de l'AUF (aujourd'hui Dynamique des langues et Francophonie), avaient permis la mise au point d'outils comparatifs sous le double aspect du status et du corpus. Ces outils étaient d'utilisation aisée, et aboutissaient à des représentations, certes simplifiées, mais qui permettaient des comparaisons par le jeu de visualisations graphiques.

Nous pensons que la méthodologie que nous proposons poursuit les mêmes objectifs mais au plan cette fois des représentations. Tournant le dos à un point de vue statistique du type « Quel pourcentage de la population pense que le français est une langue d'avenir ? » qui engage des pratiques statistiques de type sondage longues, coûteuses et hors de portée d'équipes de chercheurs universitaires, elle propose un renversement de point de vue pour étudier comment dans un groupe social, représenté par un échantillon aléatoire d'individus, cette représentation est structurée. On peut dès lors travailler sur de petits échantillons tout en offrant des garanties au plan de la fiabilité statistique (cf B. Maris, Outils d'analyse statistique en sociolinguistique, AUF-SDL) ; la production de schémas qui synthétisent les résultats permet ensuite des comparaisons.

4.2. La possibilité de comparaisons entre situations de francophonie

La possibilité est dès lors offerte de comparer la structuration de la représentation sociale :

- de plusieurs langues en contact dans un groupe de locuteurs donnés (cas de notre exemple) ;
- de plusieurs langues en contact dans un même groupe de locuteurs donnés mais dans des régions différentes d'un même pays ;
- de plusieurs langues en contact dans un groupe de locuteurs donnés mais dans des pays différents ;
- de plusieurs langues en contact dans des groupes de locuteurs différents ;
- de plusieurs langues en contact à des intervalles de temps régulier, sur l'une ou l'autre des dimensions ci-dessus, pour apprécier la variation dans le temps à partir d'enquêtes de départ dès lors considérées comme enquêtes de référence.

On voit que les possibilités sont extrêmement importantes.

4.3. Aider à la mise en place de politiques linguistiques en mettant au jour des points sur lesquels agir

Mieux connaître les situations linguistiques pour mieux agir sur les dynamiques : ce devrait être le maître-mot des politiques linguistiques et éducatives. Savoir combien de personnes parlent telle langue, dans quelles circonstances elle est utilisée est important ; avoir une idée du système de valeur dans lequel elle est insérée l'est tout autant si l'on veut mettre en place une politique de promotion, de diffusion car cela permet d'avoir une idée précise des éléments qui seraient à renforcer ou au contraire à combattre pour avoir quelque chance de succès.

Conclusion

L'outil que nous présentons brièvement ici est finalisé. Les aspects de traitement mathématique ne figurent pas dans notre communication, mais seront exposés dans un ouvrage en cours de rédaction, qui sera évidemment plus explicite. Mais les premiers résultats ont permis d'en tester la fiabilité et d'autres, en cours d'analyse pour la Réunion et Maurice, vont permettre de produire une première photographie des représentations du français et des langues partenaires dans l'Océan indien.

Des équipes de chercheurs pourraient, si elles étaient intéressées, s'emparer de cet outil pour l'appliquer dans leur ville, leur pays, leur sous-région et contribuer à l'améliorer encore dans une perspective collaborative.

L'OIF, en tant qu'institution en charge de la Francophonie, et l'AUF, en tant qu'institution opérant pour le développement de la recherche dans le monde francophone, pourraient, si elles le trouvent intéressant, contribuer à sa diffusion.

Bibliographie

- ABRIC J.C. (1976). *Jeux, conflits et représentations sociales*, thèse de Doctorat d'État, Université de Provence, Aix en Provence.
- DEGENNE A., VERGES P. (1973). « Introduction à l'analyse de similitude », *Revue française de sociologie*, n°14, 471-512.
- DOMERGUE A. (1997). *Contribution à l'étude des représentations sociales et de leurs transformations au moyen de la méthode d'analyse intégrée. L'auto et l'hétéro attestation du caractère innovant (vs classique) des enseignants du premier degré*, thèse de doctorat, Université Montpellier III.
- FLAMENT C. (1981). « L'analyse de similitude : une technique pour les recherches sur les représentations sociales », *Cahiers de psychologie cognitive*, 1, 375-385.
- GUIMELLI C. (1988). *Agression idéologique, pratiques nouvelles et transformation progressive d'une représentation sociale*, thèse de Doctorat, Université de Provence, Aix en Provence.
- GUIMELLI C. (1994). « La fonction d'infirmière. Pratiques et représentations sociales », in J.C. Abric, *Pratiques sociales et représentations*, P.U.F.
- MARIEN B., *Principes d'analyse statistique pour sociolinguistes*, AUF Réseau SDL, 2004.
- MAURER B. (1998a), « De quoi parle-t-on quand on parle de représentations sociolinguistiques ? », communication au colloque de l'INALCO, « Attitudes, représentations et imaginaires linguistiques en Afrique », in CANUT C. (éd.), *Imaginaires linguistiques en Afrique*, L'Harmattan, pp. 27-3.
- MAURER B. (1998b), « Quelles méthodes d'enquête sont effectivement employées aujourd'hui en sociolinguistique ? » in CALVET L.-J. et DUMONT P. (éds.), *Méthodes de l'enquête sociolinguistique*, Paris, L'Harmattan, pp. 167-190.
- MOLINER P. (1994). « Les méthodes de repérage et d'identification du noyau central des représentations sociales », in Ch. Guimelli, *Structures et transformations des représentations sociales*, Delachaux et Niestlé.
- MOLINER P. (1988). *La représentation sociale comme grille de lecture. Etude expérimentale de sa structure et aperçu sur ses processus de transformation*, thèse de Doctorat, Université de Provence, Aix en Provence.
- MOSCOVICI S. (1976). *La psychanalyse, son image et son public*, 20^e éd., (1^{re} éd. 1961), Paris, P.U.F., 1976.

Auguste Moussirou MOUYAMA

Faculté des Lettres et Sciences humaines,
Libreville, Gabon

Faut-il introduire une variable « modus » dans les grilles d'analyse des situations linguistiques de l'espace francophone ?

Essai de lecture de la grille « LAFDEF 2004 » face aux enjeux africains

Robert Chaudenson ouvre son article sur le bilan des rencontres francophones de 1988 à 2004¹ par une critique de cet extrait de la préface du *Rapport sur le développement humain* produit en 2003 par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) : « Il y a lieu de proposer des idées concrètes pour que les nobles paroles de la Déclaration du Millénaire trouvent un écho dans des plans d'action véritable ». Inscrivant son intervention « au cœur des consultations sur le « cadre stratégique décennal de la Francophonie » (2004-2014), Robert Chaudenson aurait « aimé une formulation plus forte » qui ne soit pas, ainsi, la traduction de « la manifeste impuissance des 'experts' à sortir de leur pré carré personnel et à faire des choix, ce qui conduit, ajoute-t-il, naturellement à laisser d'autres instances les faire à leur place » (p. 212). On peut donc postuler que la publication, la même année, d'un état des lieux de la Francophonie² par le Réseau « Observation du français et des langues nationales » que coordonne Robert Chaudenson au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) répond à des objectifs qui soient moins « fugaces » que les termes du Rapport du PNUD. La lecture que nous faisons de la grille « LAFDEF 2004 » face aux enjeux africains de la Francophonie nous permet de faire des propositions :

- par rapport à la méthodologie d'observation de la langue française ;
- par rapport à « l'intention globale » de cet ouvrage de synthèse telle que formulée par Robert Chaudenson en introduction, en sa qualité de coordonnateur du Réseau « Observation du français et des langues nationales » : « Notre objectif est de donner, pour chaque État étudié, un tableau et une représentation graphique simples et clairs de sa situation linguistique, mais aussi de fournir des tableaux comparatifs qui, en offrant une vue globale des situations, pourraient orienter des choix politiques de coopération, en particulier en matière de diffusion de la langue et de la culture françaises » (p.10).

1 R. CHAUDENSON, « De Ouagadougou (1988) à Ouagadougou (2004) en passant par Libreville (2003) » in *Penser la francophonie. Concepts, actions et outils linguistiques*, Actes des premières Journées scientifiques communes des réseaux de chercheurs concernant la langue, Editions des Archives contemporaines/Agence universitaire de la francophonie, pp.210-221.

2 R. CHAUDENSON, D. RAKOTOMALALA (Coordonnateurs), *Situations linguistiques de la Francophonie*. États des lieux, Agence universitaire de la Francophonie, 2004. 324p.

■ Atelier 4 : Recueil des données (I) : sources fiables et pertinence des grilles d'analyse

Que faire donc de l'état des lieux des « situations linguistiques de la Francophonie » en Afrique pour aller plus loin, non seulement dans les « choix politiques de coopération, en particulier en matière de diffusion de la langue et de la culture françaises », mais aussi dans le partenariat des langues au sein de l'espace francophone ?

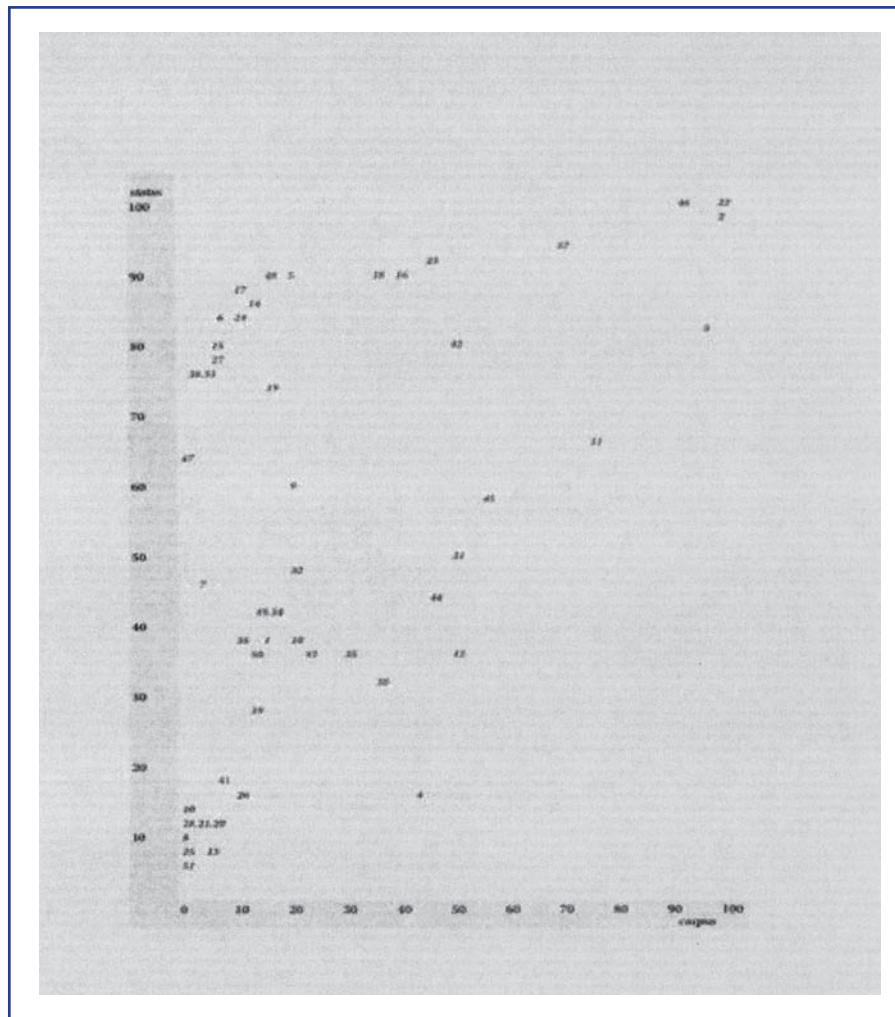
I. L'état des lieux de la Francophonie en Afrique

Nous reproduisons plus bas l'annexe 2 de l'ouvrage du Réseau « Observation du français et des langues nationales » qui donne le « graphique récapitulatif des situations linguistiques du français » accompagné de sa légende.

On remarquera que les pays africains ne sont nullement représentés à l'angle droit de la partie haute du graphique – preuve de l'intégration des langues natales dans l'évaluation de l'état de la Francophonie, d'une part, et, d'autre part, de la dynamique propre au continent africain qui reste, sur le plan démographique, le véritable bassin de la langue française (et quelque part son avenir), bien qu'il n'en soit pas la souche (nichée ici, en haut, comme une matrice).

Annexe 2 :
Graphique récapitulatif des situations sociolinguistiques du français

Número	Nom	Número	Nom
1	Algérie	26	Guinée Equatoriale
2	Belgique/région de langue française	27	Haiti
3	Belgique/Bruxelles-capital	28	Laos
4	Belgique/Flandre	30	Liban
5	Bénin	31	Luxembourg
6	Burkina	32	Madagascar
7	Burundi	33	Mali
8	Cambodge	34	Maroc
9	Cameroun	35	Maurice
10	Canada	36	Mauritanie
11	Canada/Québec	37	Monaco
12	Canada/Nouveau-Brunswick	38	Niger
13	Cap-Vert	39	Rwanda
14	Centrafrique	40	Sainte-Lucie
15	Comores	41	Sao-Tomé et Principe
16	Congo (Brazzaville)	42	Sénégal
17	Congo Dém. (ex-Zaïre)	43	Seychelles
18	Côte d'Ivoire	44	Suisse fédérale
19	Djibouti	45	Suisse / cantons bilingues
20	Dominique	46	Suisse / cantons unilingues
21	Egypte	47	Tchad
22	France	48	Togo
23	Gabon	49	Tunisie
24	Guinée	50	Vanuatu
25	Guinée Bissau	51	Vietnam



Sur 51 pays répertoriés, 26 sont du continent africain. Ils peuvent être classés en quatre grands « nuages » à l'intérieur de ce graphique :

- Le Gabon, le Congo et la Côte d'Ivoire : pays d'exception francophone, en raison, entre autres, de la structure démographique notamment marquée par l'urbanité ;
- Le Bénin, le Togo, la République démocratique du Congo (RDC), la République Centrafricaine (RCA), le Burkina Faso, la Guinée, le Niger, le Mali : pays symptomatiques de ce qui s'écrit sur l'Afrique noire marquée par une diversité linguistique foisonnante et une démographie folle au point de faire oublier la présence non moins forte de langues véhiculaires (lingala en RDC, sango en RCA, bambara ou haoussa en Afrique de l'Ouest, etc).
- Le Sénégal, Djibouti, le Tchad, le Cameroun, le Burundi, la Tunisie, le Maroc, la Mauritanie, l'Algérie, le Rwanda ; pays de tradition plurilingue soit par la colonisation occidentale (Cameroun, Djibouti, Mauritanie, pays du Maghreb, Rwanda, Burundi), soit par l'islamisation de la région et/ou sa position géographique (Tchad), soit par la présence de véhiculaires endophones (Sénégal, Rwanda, Burundi, Djibouti). C'est ici le « nuage » le plus clairsemé, tant les situations linguistiques sont des plus contrastées. Par exemple, le Sénégal, qui n'est pas loin de la position du premier « nuage », apparaît comme un cas exceptionnel, à la différence du Tchad dont la position géographique sert de transition entre le bloc des pays ouest-africains (majoritairement) et les pays dominés par l'arabe ou une langue africaine. Quant au Cameroun (dernier exemple), il se rapprocherait des cas du Gabon, du Congo et de la Côte d'Ivoire (premier bloc), si on ne tenait compte que de la partie francophone.
- Sao-Tomé et Principe, la Guinée équatoriale, l'Égypte, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert : pays appartenant à d'autres aires linguistiques européennes ou, dans le cas de l'Égypte, marqué par plusieurs colonisations (ce qui pourrait le rapprocher du Cameroun, l'arabe, au contraire, le faisant ressembler aux pays du Maghreb).

Il est évident que la constellation présentée ici serait différente si l'on avait eu comme cible les langues partenaires du français. Par exemple, en raison du statut du sango, du wolof, du lingala ou de l'haoussa, on aurait vu cohabiter dans un même ensemble la RCA, le Congo, la RDC, le Sénégal, le Cameroun et le Niger. Le programme *Langues africaines, français et développement dans l'espace francophone* (LAFDEF), dont est issue la grille d'analyse des situations linguistiques, propose donc une géographie de la langue française dont la « *logique interne* » repose « *sur l'idée que toute action en faveur du développement, quel que soit son domaine (école, santé, hygiène, agriculture, etc.) doit se fonder :*

- *d'abord sur une connaissance aussi précise que possible de la situation linguistique nationale, en raison du rôle essentiel de la communication verbale dans tout processus de développement ;*
- *ensuite, sur une observation et une analyse des plurilinguismes nationaux et en particulier de leur gestion par les populations elles-mêmes ;*
- *enfin, sur une étude des modalités de l'intégration, dans les langues et cultures nationales, des éléments résultant du contact avec la modernité scientifique, technique ou culturelle »* (Introduction, pp. 9-10).

Au regard de ces « trois volets » qui sous-tendaient le programme LAFDEF, d'une part ; et si l'on s'accorde sur la définition de la Francophonie comme un « paysage sonore »³ constitué « d'espaces discontinus et hétéroclites⁴ » que le français partage avec d'autres langues du monde, d'autre part, l'état des lieux des situations linguistiques de la Francophonie publié en 2004 devra être complété :

- par une « connaissance aussi précise que possible » des plurilinguismes nationaux, corrolaire de l'analyse faite des situations linguistiques du français⁵ pour une meilleure appréciation à la fois de « la diffusion de la langue et de la culture françaises » et de la préservation de la diversité linguistique et culturelle qu'induit cette diffusion ;
- par une étude prospective qui analyse les situations en termes de « prospective » où apparaîtront les « opportunités » et les « menaces » sur cette géographie des langues. Dans la publication actuelle, la place de l'anglais est soit mentionnée dans les commentaires des chercheurs, soit explicitement inscrite dans les évaluations du status. Dans la mesure où, « dans le discours politique dominant, l'exaltation de la diversité linguistique est un thème porteur, propre à soutenir de belles envolées lyrico-humanistes, *tout en masquant, plus ou moins discrètement, les efforts de résistance à une hégémonie anglo-saxonne* »⁶, une pondération par ces éléments de prospective donneraient également des aides à la décision dans les « choix de politique de coopération » comme « en matière de diffusion de la langue et de la culture françaises » et/ou des langues partenaires. La troisième partie des tableaux qui porte sur les « totaux pondérés » comprendrait, entre autres, des éléments de prospective que nous relevons parmi le « modus » dont nous parlerons plus loin, pour ne pas minorer ou ignorer le poids sur les pratiques des langues et leurs représentations des choix politiques, que ce soit en matière d'immigration comme en France ou en matière de politique linguistique comme en Guinée, hier, ou de nos jours, à Madagascar ou au Rwanda qui ont des chefs d'État qui ne cachent pas leur

3 « Le paysage sonore, à la différence du paysage scriptural – pierre gravée, enseignes de bois, panneaux métalliques ou affiches et journaux – qui est le legs du passé et/ou le produit d'une culture formelle, nous mène aux producteurs et émetteurs et non plus seulement aux vecteurs matériels de messages linguistiques : d'une part aux individus et, en fait aux groupes et à leurs pratiques collectives vivantes, spontanées, complexes et évolutives ; et, d'autre part, aux institutions territoriales, c'est-à-dire aux États et aux sous-États qui organisent l'espace en territoires privilégiant certaines langues, leur conférant un statut et des fonctions officielles et obligatoires » (D. BAGGIONI, R. BRETON, « Communauté(s) linguistique(s), espace(s) francophone(s) et réseaux de communication : le problème de la délimitation d'un/des ensemble(s) dans la « Francophonie » », in D. de ROBILLARD et M. BENIAMINO (éds.), *Le français dans l'espace francophone*, tome 2, pp. 888-889).

4 A. MARTEL « Mondialisation, Francophonie et espaces didactiques – Essai de macrodidactique des langues secondes/étrangères » in *Revue des sciences de l'éducation*, Vol.XXIII, n°2, 1997, p. 248

5 On notera le glissement entre les situations linguistiques de la *Francophonie* (en titre) et le graphique de synthèse (annexe 2) qui fait état des situations linguistiques du français – titre de l'annexe proche de « l'intention globale » de l'ouvrage, telle que rapportée plus haut par le Coordonnateur du Réseau « Observation du français et des langues nationales » [Nous soulignons]. Au-delà du rapport dialectique entre le français et les langues nationales, l'énoncé du Réseau justifie donc ce complément à venir...

6 R. CHAUDENSON, « De Ouagadougou (1988) à Ouagadougou (2004) en passant par Libreville (2003) » in *Penser la Francophonie. Concepts, actions et outils linguistiques*, p.219. C'est nous qui soulignons.

anglophilie/anglophonie. L'anglais pourrait apparaître systématiquement pour chaque pays afin de mesurer son incidence dans le paysage sociolinguistique ;

- par un état des lieux de la gestion, par les États, de ces plurilinguismes nationaux en œuvre au sein des populations ; car ce sont les États – responsables de l'encadrement territorial – qui sont, seuls, générateurs de « la modernité scientifique, technique ou culturelle » et qui engagent ainsi le futur de leurs citoyens entre permanences et ruptures, clôture et ouverture au monde.

C'est ici que la fonction officielle attribuée de manière souveraine par chaque État africain à telle ou telle langue et, de manière générale, les choix politiques opérés par chaque puissance publique en matière de gestion des « plurilinguismes nationaux », ont une incidence sur la vie des populations, leur adaptation au monde moderne ou leur enfermement dans des traditions coloniales, pré ou post-coloniales – la modernité (dynamique) n'étant pas toujours consubstantielles aux indépendances formelles (état) des pays africains. C'est pourquoi, s'agissant du français langue officielle, on ne peut que souscrire à l'argumentaire que donne en introduction le Coordonnateur du Réseau « Observation du français et des langues nationales » : « Le français, dans un grand nombre de cas, a un status (ensemble de caractéristique décrivant le statut mais aussi les fonctions, les représentations de la langue, etc ;) trop élevé par rapport à son corpus (usages, compétences des locuteurs, etc ;), ce qui crée de graves atteintes aux droits de l'Homme. En effet, comment assurer à une majorité de citoyens qui ne parlent pas la langue officielle de l'État, non seulement les droits civiques mais aussi et surtout les droits à l'information, à l'éducation, au travail, à la santé, que leur garantit pourtant la Déclaration des Droits de l'Homme de 1948, signée par l'État dont ils sont les ressortissants ? Dans la perspective du développement, il faut donc ou bien réduire le premier ou bien augmenter le second – en donnant à tous les citoyens accès à la langue officielle, c'est-à-dire au français –, ou encore agir sur les deux en même temps » (p.9).

2. De la géographie des langues à la didactique du français

La lecture que nous venons de faire de la situation du français en Afrique présente la francophonie comme un espace chaotique – tant les délimitations des frontières linéaires, généralement héritées de la colonisation, se trouvent éclatées pour se reconstituer en îlots linguistiques, plus ou moins éloignés de la souche originelle. Face à cette constellation d'étoiles linguistiques, deux attitudes sont possibles, dès lors que l'on a pris position en faveur de la Francophonie comme état symbolique d'un espace que le français partage avec d'autres langues :

- leur contemplation infinie par l'affirmation des particularismes à tous les niveaux de l'analyse linguistique ; c'est la tendance dominante, presque de mode aujourd'hui. De nombreuses études sont menées sur les français de tel ou tel pays, de telle ou région, de tel ou tel groupe social. Et au fil des ans, cette vieille observation de Gabriel Manessy ne perd rien de son actualité : « Le français d'Afrique noire est, pour le linguiste, un objet étrange dont l'existence, affirmée par de nombreux auteurs et rarement mise en doute [...] paraît évidente à distance, mais dont la substance s'évanouit dès qu'on prétend la définir et l'analyser »⁷ ;
- le regard synoptique sur cette toile pour dégager les similitudes, les divergences, le fonds commun. Les dictionnaires de référence participent de cet effort de synthèse.

L'ouvrage du Réseau « Observation du français et des langues nationales » présente l'avantage d'offrir des outils à la fois pour une exploitation des particularismes propres à chaque État et pour une lecture synthétique de la situation de chaque zone géographique ou dans l'ensemble de l'espace francophone.

L'inconvénient, de mon humble point de vue, dans les études de cas sur la situation du français en Afrique, c'est la tentation de l'oubli de la communauté de destin que ces études particulières renferment. On sait, avec le recul du temps, le mal qu'a produit l'atomisation des structures fédératrices, sur le plan institutionnel ou sur le plan économique. Par exemple, les usines ont poussé, par l'ego des dirigeants, ici et là, et elles sont mortes comme elles sont nées – entraînées par la concurrence inutile des voisins, les appétits des marchands de projets et des conseillers en communication ou en stratégie de développement. Les systèmes éducatifs n'ont

7 Cité par E. N. KWOFIE, *La diversité du français et l'enseignement de la langue en Afrique*, Paris, L'Harmattan/ Agence Universitaire de la Francophonie, p.16..

pas échappé à la règle des nationalismes étriqués et les manuels scolaires se changent au gré des éditeurs, sans tenir compte des situations linguistiques qui peuvent être analogues ou radicalement différentes, l'essentiel étant que chaque Institut ou Centre pédagogique ait l'illusion d'avoir produit SON livre ou chaque ministre puisse s'enorgueillir de SA réforme.

Sans doute, ne peut-on que se féliciter de la prise en compte de la variation du français en terre africaine mais autre chose est d'oublier la nécessité d'une intégration des citoyens à l'économie-monde et aux échanges contemporains, faute d'un dépassement des variations : « *Au fur et à mesure qu'une société s'unifie et se complexifie, elle génère une double tendance linguistique. D'une part, la variation linguistique se manifeste, soit comme reflet des langues, dialectes et variantes des populations qui se trouvent réunies par le mouvement unificateur, soit comme marque de la complexification socio-économique croissante de sa population. D'autre part, apparaît la nécessité de réduire les conséquences de la variation par une pratique, à la fois consciente et inconsciente, de la régulation linguistique. La standardisation des comportements linguistiques est donc partie intégrante de l'organisation sociale, indépendamment de la description ou de l'interprétation que peuvent en faire les observateurs, anthropologues, sociologues ou linguistes* »⁸. La situation linguistique du Gabon, du Congo, de la Côte d'Ivoire, et, dans une moindre mesure, du Cameroun ou du Sénégal, participe de cette dynamique sociale, de cette relation entre les langues natales, d'une part, et, d'autre part, la norme dominante du français, « autour de laquelle gravitent les variantes et les attitudes des locuteurs à la fois à l'égard de leur propre variante et à l'égard de la variante dominante »⁹.

En tant que langue hyper centrale (Calvet 1999), la langue française a une fonction unificatrice qui n'exclut pas l'intégration des particularismes locaux, comme en témoigne son dynamisme en milieu urbain. On devrait donc pouvoir intégrer cet apparent « paradoxe » dans la transposition didactique des situations linguistiques de la Francophonie — transposition didactique impossible si les instances francophones se refusent à jouer le rôle vacant de régulation linguistique.

La publication des *Situations linguistiques de la Francophonie* fait pièce à la coopération géographique, en offrant des outils pour une coopération fondée « sur des analogies ou des proximités de situations linguistiques plutôt que sur des voisinages géographiques, qui ne correspondent pas nécessairement à des homologues typologiques » (Introduction, p.9). Par exemple, en produisant, sur cette base nouvelle, un manuel scolaire commun à un groupe de pays, les enseignants gagnent, les éditeurs font plus de profit, les parents d'élèves réalisent des économies, les élèves élargissent leur horizon de savoir et les pays réalisent une intégration (credo de l'union africaine) bien plus solide par des outils symboliques qui conditionnent un développement durable. Pourquoi ne trouverait-on pas d'objection que la Francophonie ou un éditeur produise un manuel de français langue étrangère commun à Sao-Tomé-et-Principe, l'Angola, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert et la Guinée équatoriale, voire l'Égypte et pourquoi le Gabon et le Congo doivent avoir, chacun, son propre manuel de français langue seconde ? C'est donc sur les attitudes qu'il faut travailler et les représentations semblent être mal positionnées dans la grille LAFDEF 2004.

3. En guise de conclusion : et le « *modus* » en fin de compte ?...

Dans le mode d'emploi que Robert Chaudenson et Dorothée Rakotomalala présentent de la grille LAFDEF, version 2004, *status et corpus* sont les deux variables d'analyses des situations linguistiques.

Dans le *status*, sont pris en compte cinq éléments : l'officialité, les usages institutionnels, l'éducation, les moyens de communication de masse et les possibilités économiques et représentations sociales.

8 J.-C. CORBEIL, « Éléments d'une théorie de la régulation linguistique » in E. BÉDARD et J. MAURIS (éds.), *La norme linguistique*, Québec/Paris, Gouvernement du Québec/ Le Robert, p. 301.

9 J.-C. CORBEIL, *ibid.*

Dans le *corpus*, sont pris en compte cinq éléments également : l'acquisition (comme langue première), l'apprentissage (dans le cadre scolaire, en général et pour l'essentiel), la véhicularisation et vernacularisation, la compétence linguistique et la production langagière. Les coordonnateurs reconnaissent que le corpus « est plus difficile à établir et à mettre en forme » que le status « qui est sans problème le plus souvent » (p.16). Nous voudrions illustrer cette difficulté en prenant l'exemple de la variable « C/3 Véhicularisation et vernacularisation » et particulièrement de la vernacularisation pour émettre l'hypothèse d'un nouvel indicateur de tendances linguistiques, pour mieux affiner l'approche du corpus.

Voici ce que disent Robert Chaudenson et Dorothée Rakotomalala : « *La vernacularisation, processus très marginal et qui n'est en fait qu'un cas particulier de la véhicularisation, ce qui justifie la prise en compte dans le même ensemble de ces deux processus, concerne les cas où une langue devient, par un processus social spontané, langue première d'une fraction de la population. Le français peut ainsi, en Afrique par exemple, dans certaines situations urbaines de fort plurilinguisme national, devenir le vernaculaire de certains groupes sociaux (...). Ce processus de vernacularisation n'est pas courant, mais il est néanmoins observable dans certaines métropoles africaines comme Abidjan, Libreville ou Yaoundé et, bien que marginal, il constitue un élément capital dans la dynamique des langues puisqu'il confère à la langue en cause un statut de L1 pour des locuteurs à compétences natives. À la réflexion, nous avons renoncé à l'évaluer en proposant de la prendre en compte sous C/1 [Acquisition (comme langue première)], en suggérant aux chercheurs de faire, si nécessaire, une note de commentaire* » (p.19). On sait, depuis Foucault, que la fonction du commentaire est de dire tout haut ce qui s'énonce, silencieusement, là...bas !

Ce n'est pas faire preuve d'immanentisme que de postuler, en s'inspirant malgré tout de la logique aristotélicienne que le corpus a un caractère modal, si l'on distingue, comme dans tout énoncé¹⁰:

- Un *dictum* qui contient le sens même de l'énoncé grâce à la mise en rapport d'un prédicat (au sens logique) et d'un sujet ;
- Un *modus* appelé couramment « modalité » : il traduit l'attitude du sujet à l'égard de ce contenu représentatif.

On peut considérer la langue comme un ensemble formel dont on peut mesurer les usages, les compétences des locuteurs, les modes d'acquisition et d'apprentissage et plus généralement « la proportion d'interactions effectuées » dans cette langue « par rapport au volume total des interactions au sein d'une communauté linguistique »¹¹. C'est sur cet appareil formel que les locuteurs portent des jugements en fonction d'un certain nombre de variables, dont certains sont mesurables :

- le taux d'urbanisation d'un pays ;
- les facteurs d'opportunités et les facteurs de menaces qui pèsent sur une langue ;
- des éléments de l'environnement musical, littéraire et artistique, dans la mesure où les jeunes se révèlent être des passeurs de langues ;
- la structure démographique d'un pays pour détacher la place des jeunes ;
- etc.

Aucune expérimentation n'a été faite d'une telle variable qui alourdirait sans doute la lecture des situations de la Francophonie. C'est une hypothèse de travail, soumise lors d'une consultation internationale, qui a été inspirée par cet horizon de sens que constituent, pour la dynamique des langues dans l'espace francophone, les pays francophones d'exception tels que le Congo, la Côte d'Ivoire et le Gabon.

10 O. DUCROT, T. TODOROV, *Dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*, op.cit . pp.270-275

11 D. de ROBILLARD, article « Corpus » dans M.-L. MOREAU (éd.), *Sociolinguistique. Concepts de base*, Pierre Mardaga, 1997, p.102.

Bibliographie

- AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE, *Penser la francophonie. Concepts, actions et outils linguistiques*, Actes des premières Journées scientifiques communes des réseaux de chercheurs concernant la langue, Editions des Archives contemporaines, 2004
- BAGGIONI, D. et BRETON, R., « Communauté(s) linguistique(s), espace(s) francophone(s) et réseaux de communication : le problème de la délimitation d'un/des ensemble(s) dans la « Francophonie », in D. de ROBILLARD et M. BENIAMINO (éds.), *Le français dans l'espace francophone*, tome 2, pp. 888-889).
- BÉDARD, E. et MAURIS, J. (éds.), *La norme linguistique*, Québec/Paris, Gouvernement du Québec/ Le Robert, 1983.
- CALVET, L.-J, *Pour une écologie des langues du monde*, Paris, Plon, 1997.
- CHAUDENSON, R. et RAKOTOMALALA, . D. (Coordonnateurs), *Situations linguistiques de la Francophonie. États des lieux*, Agence universitaire de la Francophonie, 2004.
- DUCROT, O. TODOROV, T. *Dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*.
- DUMONT, P. et MAURER, B. *Sociolinguistique du français en Afrique francophone*, Paris, EDICEF-AUPELF, 1995.
- HÉRODOTE, « La question postcoloniale », *Revue de géographie et de géopolitique* n° 120, 1er trimestre 2006.
- KWOFIE, E. N., *La diversité du français et l'enseignement de la langue en Afrique*, Paris, L'Harmattan/ Agence Universitaire de la Francophonie, 2004.
- MARTEL, A. « Mondialisation, Francophonie et espaces didactiques – Essai de macrodidactique des langues secondes/étrangères » in *Revue des sciences de l'éducation*, Vol.XXIII, n°2, 1997.
- MOREAU, M.-L. (éd.), *Sociolinguistique. Concepts de base*, Pierre Mardaga, 1997.

Sylvie Wharton

Maître de conférences en Sciences du Langage

IUFM de La Réunion

LCF - UMR 8143

Université de La Réunion

« Pour un recueil de données qui interroge le 'partenariat' entre les langues en présence dans les pratiques langagières des locuteurs »

Depuis le Sommet de Québec en 1987, il est devenu assez coutumier d'évoquer les langues « partenaires » lorsqu'on traite du français dans le monde. Pour autant, ce partenariat ne fait pas partie des critères de description retenus dans les grilles classiques. Pourtant, examiner, définir, estimer ce partenariat, c'est une entreprise qui pourrait utilement enrichir la problématique de l'observation du français, en l'actualisant. Car les diverses modalités de ce partenariat, on va le voir, ne sont pas sans effet sur divers pans des politiques linguistiques, dont celui, essentiel s'il en est, qui touche l'enseignement.

1. Qu'entend-t-on par « langues partenaires » ? Du cadrage politique aux faits de langue.

C'est au Sommet de la Francophonie de Québec, en 1987, que l'expression « langues partenaires » est apparue pour la première fois, dans le sillage des idées de Léopold Sedar Senghor et Norodom Sihanouk (Revue *Esprit*, 1962), Aimé Césaire, ou Boutros Boutros-Ghali ...

Mais c'est le plan de Cotonou, adopté en 2001 par les ministres de la culture des États et gouvernements de la Francophonie, visant le développement des langues, le français et les langues partenaires, tant en ce qui a trait au statut et à l'usage de ces langues qu'en ce qui concerne leur développement interne (orientation confirmée lors du Sommet de Beyrouth), qui va consolider le terme dans les instances de la Francophonie. Le partenariat, en tant qu' « action commune entre organismes différents dans un but déterminé », offre au plan de Cotonou (assurer « la mise en place de politiques linguistiques et de structures appropriées favorisant le développement harmonieux de la langue française et des langues partenaires », et « consolider le rôle de ces langues en tant que vecteurs d'expression des créateurs, de développement, d'éducation, de formation, d'information, de communication de l'espace francophone ») un cadrage politique. En caractérisant ces langues de « partenaires », on faisait en effet le pari de modifier, en tout cas d'aménager des rapports plus équitables entre les langues, sinon entre les peuples. C'est toute une conception de la Francophonie qui se trouvait ainsi ajustée à l'expression d'identités autochtones. On s'entendra alors sur une définition de la langue partenaire :

« Langue qui coexiste avec la langue française et avec laquelle sont aménagées des relations de complémentarité et de coopération fonctionnelles dans le respect des politiques linguistiques nationales ».

La réunion régionale des pays d'Afrique de l'Ouest portant sur l'enseignement du français en Afrique francophone (AIF, Ouagadougou, 2002), s'appuie également sur cette notion, qui fait ensuite l'objet de la XX^e Biennale de la langue française à La Rochelle en 2003 (« *La diversité linguistique : langue française et langues partenaires de Champlain à Senghor* »).

En rappelant les trois principaux défis à relever, soit :

- assurer le développement des langues partenaires,
- travailler à leur informatisation,
- s'assurer que l'appropriation du français par les divers locuteurs des langues partenaires n'est pas un faux échange à sens unique mais *participe à l'enrichissement du français dans sa compréhension et sa dénomination des realia du monde francophone* (c'est moi qui souligne),
et en incluant dans son programme des interventions de linguistes (C. Canut, 2005), la Biennale assure le déploiement du concept en l'augmentant d'une dimension linguistique, ce qu'elle traduit dans la formulation d'une de ses conclusions :
 - « *Considérant la diversité linguistique de la Francophonie, la XX^e Biennale de la langue française, réunie à la Rochelle du 25 au 28 septembre 2003, (...) souhaite également que les dimensions proprement linguistiques de ce partenariat retiennent l'attention des linguistes et suscitent leurs recherches.* »

Précisément, ce sont ces aspects linguistiques que je me propose d'examiner dans ma contribution.

2. Témoins du contact linguistique : les marques transcodiques dans les pratiques langagières.

Certaines situations canoniques de diglossie avec « répartition fonctionnelle » des langues se sont transformées, mobilité sociale des locuteurs oblige, en une cohabitation moins étanche des usages linguistiques. Là où les comportements langagiers étaient plus ou moins prévisibles, ceux-ci sont devenus mouvants, variés. Les locuteurs de langues dominées, scolarisés et alphabétisés en français sont devenus bilingues (à des degrés divers, certes), et ils utilisent les ressources de leur répertoire sans céder forcément à une partition stricte selon le degré de formalité des situations, car ces mêmes locuteurs ont investi des secteurs sociaux qui leur étaient jusqu'alors fermés. Ceci bouscule d'ailleurs quelque peu le concept de diglossie dans la mesure où on peut observer des gains symboliques pour une langue dominée sans que pour autant celle-ci soit standardisée, et malgré un enseignement exclusivement en langue dominante.

Il s'ensuit que, dans les productions des locuteurs, des phénomènes apparaissent qui transgressent les frontières des langues : on appellera, de manière hyperonymique, marque transcodique, « *toute forme linguistique qui, dans un segment de discours formé dans une langue donnée, dénote la proximité d'une autre langue dans les répertoires linguistiques des interlocuteurs* » (Py, 1997 : 500). Ces marques comprennent calques, emprunts, alternances codiques, interférences.

Elles sont par ailleurs susceptibles, dans certaines conditions, de constituer des interlectes. Ces faits sont bien renseignés maintenant tant par les nombreux travaux sur les parlers bilingues, que par les travaux sur les productions interlectales dans les aires créoles.

La vision structuraliste des données linguistiques est alors en butte, dans certains corpus, à des négociations de frontières très nombreuses, qui se superposent parfois, de sorte que l'on ne peut plus véritablement parler « d'alternances codiques » et que les notions de « mixed lect » ou de « fused lect » (Auer, 1998, 1999), peuvent être interrogées. Pour Auer,

« *l'expression 'alternance codique' sera réservée pour les cas dans lesquels la juxtaposition de deux codes (langues) est perçue et interprétée comme un événement pourvu de sens dans un moment de l'interaction par les participants. Le terme 'lecte mélangé', d'autre part, sera utilisé pour les cas où la juxtaposition de deux langues a du sens (pour les participants), non pas localement, mais dans un sens plus global, c'est-à-dire comme un patron récurrent. La transition des AC vers le lecte mélangé est donc par-dessus tout une question qui doit être traitée avec les outils d'une approche sociolinguistique puisqu'elle dépend de la manière dont les locuteurs perçoivent et utilisent les 'codes' en question. On appellera 'lectes fusionnés' les variétés mélangées stabilisées. La transition du lecte mélangé vers le lecte fusionné est avant tout une question grammaticale ; réduction de la variation et augmentation des règles, des régularités structurales non variables sont les ingrédients essentiels de cette transition.* » (notre traduction)

C'est ainsi que l'on considérera le plurilinguisme sous l'angle des interrelations entre les systèmes (ou sous-systèmes) linguistiques, et on comprend alors tout l'intérêt qu'il y a à s'intéresser aux pratiques langagières réelles des locuteurs lorsque l'on se donne pour objectif de décrire une situation d'emploi d'une ou de plusieurs langues, qui ne peut se résumer, bien souvent, à des oppositions binaires : « *Que ce soit entre le bambara, le peul ou le songhai à Bamako, entre les microsystèmes mandingues dans la zone sud du Mali, ou entre les variétés de français à Abidjan, le jeu qui s'exerce en permanence entre les lectures et qui peut se traduire parfois par des choix, des stratégies, des négociations intersubjectives, des constructions identitaires, etc., fonde le rapport à la parole.* » (Canut-Hobe, 2005)

Par ailleurs, les emprunts ou les calques peuvent être teintés du sceau des « normes endogènes », et renseigner le descripteur sur la fonction identitaire du français et des autres langues. Signalons alors que les éditeurs d'une récente publication (Bavoux, Prudent & Wharton, 2008) avancent que « *l'heure est davantage aux appartenances multiples qu'à une allégeance unique, et que la préoccupation de la langue s'exprime en termes de projet négociable et non plus d'essence. La question des normes endogènes ou plus exactement du processus de leur production s'actualise alors non pas à partir d'une langue artificiellement coupée de son milieu écologique, mais à partir de ce qui se parle, un vernaculaire marqué par le plurilinguisme* ». Henriette Walter nous en livre un exemple probant : « *Nous voulons des hôpitaux pour les hommes et des hôpitaux pour les femmes, des écoles normales pour les jeunes filles et des écoles normales pour les jeunes gens. Enfin et enfin, nous demandons la création de tribunaux dans la brousse comme il y a des tribunaux dans les centres urbains.* » Ici, une règle de l'accord, issue du bantou, est transférée sur le français.

3. La compétence bi-plurilingue, son volet sociolinguistique, et leurs indicateurs.

On peut appréhender la présence de ces marques transcodiques dans des énoncés sous des angles différents :

- Signes d'une compétence bi-plurilingue qui se manifestent à des fins ludiques, identitaires..., chez des locuteurs qui maîtrisent tant l'une que l'autre langue (même partiellement). Notons que, pour être opérationnelle, cette compétence doit s'assortir d'une composante sociolinguistique, qui permet au locuteur de faire le choix d'utiliser un registre bi-plurilingue si et seulement si l'interlocuteur est lui aussi bi-plurilingue. Faute de quoi, la communication ne pourra s'établir ni harmonieusement ni efficacement ;
- On peut aussi considérer ces transgressions comme le signe de difficultés dans la maîtrise de l'une et/ou de l'autre langue. Mais faire appel à toutes les composantes de son répertoire, c'est aussi faire preuve d'une véritable compétence bi-plurilingue (cf Lüdi & Py) ;
- Enfin, ces sortes d'hybridation linguistique peuvent être le reflet d'une indistinction des langues par le locuteur. C'est le cas de certains jeunes locuteurs réunionnais, qui perçoivent mal (ou pas du tout) la ligne entre créole et français. On peut supposer que ce cas de figure caractérise les situations « affinitaires » (de Robillard).

4. Enjeux pour « la description du français ».

Que retirer de ces travaux sur le contact pour l'élaboration d'une méthodologie pour la description du français dans le monde ? On peut distinguer les plans synchronique et diachronique.

Au plan synchronique : décrire la compétence linguistique, cerner les identités discursives ...

La difficulté de mener une évaluation réelle des compétences (ou une évaluation des compétences réelles ?) n'est pas une nouveauté, et R. Chaudenson en a plusieurs fois fait état. Pourtant, il va sans dire qu'une description de l'état de la langue française dans telle ou telle zone ne peut faire l'économie de cette question. On a besoin de savoir, oui, comment le français est « maîtrisé ». Mais il reste à définir ce que nous entendons par « maîtriser ». Ce que je souhaite avancer, c'est que **la maîtrise d'une langue concerne aussi son utilisation au frottement des autres.** (Il va sans dire que la compétence linguistique au sens restreint du terme n'en est pas moins reconnue). Impliqués dans une démarche de DESCRIPTION, on peut avancer l'idée qu'il faut dépasser les classiques grilles,

aller au-delà, pour donner une image la plus réaliste des usages et des images du français, au plus près en tout cas de ce que les locuteurs en font y compris au crissement de la norme.

Les questions qui se posent alors sont celles-ci : comment parler de « compétence en français » dans des situations où il est en contact avec une/d'autre(s) langue(s) ? Peut-on en rendre compte en évacuant sa place dans un « système » de compétences plus large, qui intègre d'autres idiomes ? ne faut-il pas entrevoir le rôle du français dans la constitution de répertoires plurilingues ? Envisager sa fonction éventuelle de **catalyseur de plurilinguisme** ? Or, ces données apparaissent essentielles au regard des informations qu'elles sont susceptibles de fournir pour l'élaboration des **politiques linguistiques éducatives** et, par conséquent, des outils didactiques adaptés aux contextes d'enseignement-apprentissage des langues dans lesquels ils seront utilisés. En effet, selon que ces marques transcodiques révèlent une compétence bi-plurilingue ou au contraire une indistinction des codes, l'intervention didactique ne peut être identique. On peut alors aisément estimer l'ampleur de l'enjeu résidant dans le recueil de ces données, pour toutes les situations dans lesquelles le français est en contact avec des langues « partenaires ». Dans la perspective d'un enseignement visant une compétence bi-plurilingue, ces marques transcodiques doivent s'inscrire au sein même du processus d'apprentissage : les locuteurs apprennent alors à jouer de ces éléments translinguistiques.

On aura aussi à s'interroger sur le rôle que pourrait jouer la linguistique de l'énonciation dans l'entreprise : **les identités discursives** se négocient et s'affirment notamment grâce aux marques transcodiques. Qu'indiquent, au plan identitaire, des marques transcodiques dans un discours ? Quelle est leur valeur pragmatique ? Que disent sur ces questions, des « petits mots », apparemment sans signification égrainant la parole bilingue ? Une francophonie endogène (mais n'est-ce pas un pléonasme ?) lorsque c'est un français émaillé de localismes ? Un plurilinguisme affiché lorsque l'autre langue se colore de français ? On entrevoit que les réponses à ces questions peuvent utilement renseigner également sur le statut du français, que l'on arborerait ou au contraire que le locuteur mâtinait de son sceau.

Vers le changement linguistique ?

La typologie d'Auer (voir ci-dessus) soulève plusieurs questions. Pour se limiter à celles qui nous concernent, on pourrait s'interroger en effet sur le passage (s'il existe) du lecte mélangé au lecte fusionné, et par voie de conséquence, sur le lien entre le 'lecte fusionné' et le changement linguistique.

L'intérêt de la prise en compte des transferts linguistiques réside, en effet, également dans la perspective diachronique. Comparer l'état et le statut de ces mixages à temps réguliers documenterait l'observateur sur les dynamiques à l'œuvre, et constituerait une source d'information capitale pour celui qui s'intéresserait aux emprunts par exemple. Le français, **pourvoyeur de langue**, c'est une dimension qui compléterait la liste des facteurs descriptifs et qui fournirait des indications sur la vitalité de la langue. Bien entendu, la même démarche est à envisager pour la/les langue(s) partenaire(s).

Conclusion : la place des langues autres dans la réflexion

M. Rambelo pour Madagascar, M. Daff pour le Sénégal (et d'autres...) ont prôné la contextualisation des grilles d'analyse en faisant une place aux langues nationales dans les protocoles. R. Chaudenson a proposé, pour conserver une portée universelle aux grilles dans une contextualisation nécessaire, de compléter celles-ci et de recourir à des « loupes » sur tel ou tel aspect selon la situation.

Pour une évaluation des compétences linguistiques des élèves valdôtains, nous avons entrepris, (Billiez, Bourguignon & Wharton, 1998) d'identifier des *indicateurs de la compétence plurilingue*, de manière à l'objectiver. S'il est facile de dégager des indicateurs de compétence dans le cadre d'une linguistique de la phrase, relativement aisé aussi de le faire dans le cadre d'une linguistique du texte, cela devient plus difficile, en tout cas moins habituel, au plan du discours (composante discursive), ou de la situation (composante sociolinguistique). Le travail que nous avons mené, consigné dans un rapport de recherche, pourrait faire l'objet d'un examen actualisé, 10 ans plus tard, au regard d'autres initiatives du même ordre (CECR, par exemple) pour nous aider à avancer dans cette voie si elle

était explorée. Par ailleurs, nous avons conçu un protocole qui allait au-delà des compétences linguistiques, puisque nous avons évalué aussi la capacité des élèves à traiter (identifier, comprendre, sélectionner, hiérarchiser) de l'information complexe (en comparant groupe témoin d'élèves scolarisés en système monolingue / élèves scolarisés en filière bilingue).

La Francophonie a tout à gagner à poursuivre ce cheminement avec les langues partenaires, en intégrant dans son œuvre de description, le locuteur. C'est donc en quelque sorte à un déplacement épistémologique que nous invite cette posture. Non pour remplacer une description de la langue ou des situations, mais pour la compléter.

Bibliographie

- AUER, P., 1998, « From Code-switching via Language Mixing to Fused Lects : Toward a Dynamic Typology of Bilingual Speech », *Interaction an Linguistic Structures*, n° 6, pp. 1-28.
- AUER, P. 1999, From code switching via language mixing to fused lects : toward a dynamic typology of bilingual speech, *International Journal of Bilingualism*, 3(4), déc.99 : 309-322.
- BAVOUX, C., PRUDENT, L.F. & WHARTON, S, (dirs.), (2008), *Normes endogènes et plurilinguisme*, ENS Editions.
- CANUT-HOBE, C, (2005), « *A ka di n ye trop !* À propos des mixtes langagiers », dans les Actes de la XX^e Biennale de la langue française, Livre XX : *La diversité linguistique : langue française et langues partenaires, De Champlain à Senghor*, <http://www.biennale-lf.org/b20/>
- CASTELLOTTI, V. (2001), *La langue maternelle en classe de langue étrangère*, Paris : CLE International.
- DE ROBILLARD, D., (2000) : « Interlopes interlectes : catégorisations empiriques, catégorisations scientifiques, catégorisations didactiques », dans Martinez, P ; & Pekarek Doehler, S. (coord.), *La notion de contact de langues en didactique*, collection NEQ, n°4, ENS éditions.
- LÜDI, G., & PY, B., (1986), *Etre bilingue*, Peter Lang.
- MOORE, D. (2006). *Plurilinguisme et école*. Paris, Didier, 2006 (coll. LAL).
- PY, B., (1997), « Pour une perspective bilingue sur l'enseignement et l'apprentissage des langues », ELA 108, 495 : 503.
- WALTER, H., (1988), *Le Français dans tous les sens*, Paris, Robert Laffont / Le Livre de Poche.
- WHARTON, Sylvie, (2008), « Enseigner des langues en contact : perspectives variationnistes », dans BLANCHET, P. (dir.), *Perspectives pour une didactique des langues contextualisée*, AUF, collection Savoirs francophones.

